

janvier 2018

La question de la reconstruction en Syrie, enjeux et dynamiques

Observatoire du monde arabo-musulman
et du Sahel

JOSEPH DAHER

Sommaire

INTRODUCTION	3
1 – LA RECONSTRUCTION, OU CONSOLIDER LE POUVOIR DU RÉGIME	5
1.1 – Le décret 66.....	5
1.2 – Favoriser les hommes d'affaires liés au régime	6
1.3 – Reconstruire pour remplacer les populations d'origine	11
1.4 – Manque de fonds propres publics	12
1.5 – Remercier les pays amis	13
1.6 – Des soutiens insuffisants.....	16
2 – D'AUTRES PROBLÈMES POUR LA RECONSTRUCTION.....	17
2.1 – Les milices, source d'instabilité	17
2.2 – La question des hommes d'affaires liés au régime	21
CONCLUSION	23

INTRODUCTION

Les objectifs initiaux du soulèvement populaire en Syrie en mars 2011, pour plus de démocratie, de justice sociale et d'égalité, n'ont jamais semblé aussi lointains.

Les diverses négociations diplomatiques, de Genève à Sotchi ou encore Astana, cherchent à entériner des processus maintenant le régime de Damas. D'ailleurs, le président Emmanuel Macron a déclaré mi-décembre 2017 qu'il comptait s'employer à « gagner la paix » en Syrie, sans exclure Bachar al-Assad du processus...¹

Que se passe-t-il sur le terrain ? Le régime de Bachar al-Assad se trouve en position de force, multipliant les victoires s'appuyant sur ses alliés russes, iraniens et sur le Hezbollah libanais.

Les djihadistes de l'État islamique (EI) ont de leur côté perdu la grande majorité des villes et centres urbains syriens et irakiens qu'ils occupaient. Avec la perte de la ville de Raqqa en octobre dernier, l'EI contrôlait désormais seulement 10 % du territoire syrien – contre 33 % au début de l'année 2017.² Seules quelques régions frontalières isolées entre l'Irak et la Syrie restent actuellement sous leur contrôle, en plus de quelques poches sur le territoire syrien.

C'est dans ce contexte que la question de la reconstruction se pose désormais, impliquant des acteurs aux agendas politiques et économiques très divers, voire contradictoires. Les coûts de la reconstruction de la Syrie sont actuellement estimés entre 200 et 300 milliards de dollars, certains les estimant même à 1 000 milliards.³

Or, pour Bachar al-Assad, ses proches et les hommes d'affaires liés à son régime, la reconstruction est perçue comme un moyen de consolider les pouvoirs déjà acquis et d'asseoir de nouveau une domination politique et économique sur la société syrienne. Pour ce faire, le régime compte sur un vaste projet de reconstruction, destiné à accumuler de nouveaux capitaux et éliminer toutes les poches de dissidences. Ce proces-

¹ « Emmanuel Macron promet la victoire contre l'EI en Syrie d'ici deux mois », *RTS* – <https://www.rts.ch/info/monde/9182080-emmanuel-macron-promet-la-victoire-contre-l-ei-en-syrie-d-ici-deux-mois.html> (consulté le 23 décembre 2017).

² « Raqqa en passe d'être remise à une autorité civile », *L'Orient-le-Jour*, <https://www.lorientlejour.com/article/1079420/raqqa-en-passe-detre-remise-a-une-autorite-civile.html> (consulté le 22 octobre 2017).

³ « Reconstruction Cost of Syria Is Estimated at \$300 Billion Five Times the 2010 GDP », FEMISE Conference Interview with Osama Kadi, President of Syrian Economic Task Force », *FEMISE*, <http://www.femise.org/en/articles-en/reconstruction-cost-of-syria-is-estimated-at-300-billion-five-times-the-2010-gdp-femise-conference-interview-with-osama-kadi-president-of-syrian-economic-task-force/> (consulté le 20 septembre 2017).

sus renforcera également les politiques néolibérales du régime fortement endetté et dans l'incapacité de financer la reconstruction.

En même temps, les États alliés du régime syrien, en particulier la Russie et l'Iran, sont en première ligne pour profiter économiquement des bénéfices de la reconstruction.

I – La reconstruction, ou consolider le pouvoir du régime

I.1 – Le décret 66

Dans la perspective de la reconstruction, le décret 66, entré vigueur en septembre 2012, permet au gouvernement de « réaménager les zones de logements non autorisées ou illégales » afin de les remplacer par des projets immobiliers « modernes » avec des services de qualité.⁴ Selon plusieurs estimations, avant le soulèvement populaire, près de 30 à 40 %, voire 50 % de la population de ces zones vivaient dans des logements jugés non conformes ou illégaux.⁵ Il s'agissait principalement de classes populaires, issues de régions rurales et ayant migré dans ces quartiers ces dernières décennies.

Initialement, le décret promulgué par Bachar al-Assad permettait au gouvernorat de Damas d'expulser les populations de deux grandes zones à Damas, dont Basatin al-Razi, dans le quartier de Mazzeh, où le développement du projet immobilier haut de gamme de Marota City est en cours de construction. Ce décret, selon les autorités syriennes, visait à améliorer les conditions de vie des habitants en supprimant les propriétés construites de manière informelle et en les remplaçant par des propriétés confortables et modernes.⁶ Cependant, le décret a sélectionné deux zones qui soutenaient l'opposition alors que les zones habitées par des partisans du régime, et où les conditions de vie ne sont pas meilleures, ont été laissées intactes.

Le décret 66 s'inspire d'ailleurs sur certains aspects d'un plan d'urbanisme pour Damas de 2007 qui n'avait pas été mis en œuvre à cause du début du soulèvement populaire en mars 2011. Cette zone était – et est toujours – considérée comme une opportunité immobilière extrêmement lucrative : des terres agricoles non développées et des logements informels dans certains endroits à distance de marche du centre de Damas.⁷

Dans le cadre du décret 66, des compensations et logements alternatifs ont été proposés mais n'ont toujours pas été mis en place pour la majorité des habitants déplacés, tandis que d'autres, désormais réfugiés et vivant en dehors du pays, n'ont rien reçu. Une autre option a été citée par Jamal Yousef, un fonctionnaire du gouvernorat interviewé par le journal officiel *al-Baath*, qui consisterait en une offre d'achat d'une pro-

⁴ « Marsum 66... », *Cham Press*, <http://www.champress.net/index.php?q=ar/Article/view/7769> (consulté le 26 août 2017).

⁵ Goulden, Robert, « Housing, Inequality, and Economic Change in Syria », *British Journal of Middle Eastern Studies*, volume 38, n° 2 (2011), 188.

⁶ « Mashrû' tanzîm 66 khalf al-râzî... tajriba râ'ida 'ala tariq îâda al'îmâr – fidû », *SANA* – <https://www.sana.sy/?p=683277> (consulté le 17 janvier 2018).

⁷ Rollins, Tom, « Decree 66: The Blueprint for Al-Assad's Reconstruction of Syria? », *IRIN News* – <https://www.irinnews.org/investigations/2017/04/20/decree-66-blueprint-al-assad's-reconstruction-syria> (consulté le 20 mai 2017).

priété à Marota City, à des conditions préférentielles : les anciens résidents auraient le droit d'acheter leur propriété à prix coûtant, et de bénéficier de conditions de prêt flexibles.⁸

Il subsiste néanmoins encore un problème dans cette dernière solution. Les anciens résidents de Basatin al-Razi sont pour la plupart issus des classes populaires ou des classes moyennes inférieures, ils ne peuvent ni s'offrir une propriété dans le nouveau projet immobilier de Marota City ni accéder facilement à un financement bancaire. Les autorités du gouvernorat connaissent parfaitement cette réalité. En d'autres termes, la grande majorité des anciens résidents ne seront probablement pas indemnisés de quelque manière que ce soit et ne bénéficieront d'aucun autre logement malgré les dispositions de la loi.

En s'appuyant sur un cadre juridique et financier dédié à la reconstruction, ce décret permet en réalité la destruction de logements et l'expropriation de familles considérées comme dissidentes ou vivant dans des zones anti-Assad, et très souvent issues de milieux populaires, pour les remplacer par des classes sociales plus élevées et des nouvelles élites de la guerre, généralement moins disposées à se soulever contre le régime.

Les quartiers de Basatin al-Razi dans la périphérie de Damas et le quartier de Baba Amr à Homs ont été particulièrement visés. La reprise de la partie Est d'Alep en décembre 2016 par les forces armées du régime syrien et de ses alliés est également dans les plans de reconstruction. De même, le gouvernorat de Damas prépare la reconstruction sur l'autre zone mentionnée par le décret 66, qui comprend des parties des quartiers et banlieues de Kafr Sousseh, Daraya et Qadam, tous situés sur les bords sud et sud-ouest de la capitale. Cette zone représente quatre fois la taille de Basatin al-Razi.⁹

1.2 – Favoriser les hommes d'affaires liés au régime

Depuis début janvier 2017, le gouvernement syrien tente d'imposer le décret 66 à tout le pays. Cette mesure permet aussi le transfert d'actifs à des entreprises privées et à des hommes d'affaires liés au régime, afin de les faire bénéficier de ces marchés sans imposition.

En autorisant la destruction et l'expropriation de vastes zones, le décret 66 peut être utilisé comme un instrument efficace pour des projets de développement rapides et

⁸ « Syrian Regime Drafting Law to Extend Decree 66 to All of Syria », *The Syria Report*, <http://www.syria-report.com/news/real-estate-construction/syrian-regime-drafting-law-extend-decree-66-all-syria> (consulté le 16 janvier 2018).

⁹ « Mashrû' tanzîm 66 khalf al-râzî... tajruba râ`ida 'ala tarîq îâda alî'mâr - fîdîû », *op. cit.*

importants, qui profiteront à des hommes d'affaires proches du régime, tout en agissant en tant que force punitive contre les populations opposées au régime. Le développement des projets résidentiels serait assuré par des holdings appartenant à des gouvernorats ou à des municipalités, mais la construction et la gestion des projets seraient confiées à des entreprises du secteur privé appartenant à des investisseurs bien connectés.

La mise en œuvre de cette loi en Syrie servirait un certain nombre d'objectifs, y compris en étant un moyen de faire pression sur les populations vivant en dehors du contrôle du régime, en menaçant d'exproprier leurs biens en leur absence ; comme une source d'enrichissement pour les capitalistes de « copinage » ou « népotistes » liés au régime ; et comme une perspective de gains pour attirer des capitaux de divers pays qui souhaitent profiter de la reconstruction de la Syrie.

L'un des programmes prévus devrait permettre la construction de 12 000 unités de logement pour environ 60 000 personnes, visant principalement des ménages à hauts revenus dans les quartiers de Basatin al-Razi, rebaptisés dans le cadre de ce projet « Marota City ». Il est prévu des écoles et des restaurants, des lieux de culte, et même un parking à plusieurs étages et un centre commercial. Selon les autorités syriennes, 110 000 possibilités d'emploi et 27 000 emplois permanents seront créés par ce projet.¹⁰

L'appel d'offres pour ce projet a été géré par la holding privée « Damascus Cham »¹¹, créée en 2017 dans le gouvernorat de Damas. Un premier partenariat a été remporté en septembre 2017 par l'entreprise Aman Group, détenue par la nouvelle figure montante des affaires en Syrie, Samer Foz, très proche du régime, pour une valeur de 150 milliards de livres syriennes (18,9 millions de dollars).^{12,13} Son entreprise peut désormais développer des propriétés immobilières d'une valeur d'environ 312 millions de dollars (150 milliards de livres syriennes à l'époque).

Avant l'accord avec le groupe Aman, la holding privée « Damascus Cham » avait établi une joint-venture similaire avec la compagnie Zubaidi et Qalei LLC détenues par Kha-

¹⁰ *Ibid.* ; « Stages of implementation of al-Razi regulation project area discussed », SANA – <https://sana.sy/en/?p=121555> (consulté le 30 décembre 2017) ; Rollins, Tom, « Decree 66: The Blueprint for Al-Assad's Reconstruction of Syria? », *IRIN News*, *op. cit.*

¹¹ « Damascus Sham Holding », *LinkedIn*, <https://www.linkedin.com/company/damacham/> (consulté le 28 novembre 2017).

¹² « Tawqî al-'aqd al-îdâfî bayn kul min sharika dimashq al-shâm al-qâbida wa sharika âmân al-qâbida wa shata âmân dimashq al-musâhama al-mighfala al-khâsa bi-qîma istathmârîya bi-hudûd mia wa khamsûn milîyâr lîra sûriya' », *Damascus Cham*, <http://damacham.sy/الشام-دمشق-شركة-بين-الاضافي-العقد-توقيع> (consulté le 10 janvier 2018).

¹³ Voir pour plus de détails sur Samer Foz, Daher Joseph, « Assad Regime Still Reliant on Fractions of the Sunni Bourgeoisie », *Syria Untold*, <http://www.syriauntold.com/en/2017/12/assad-regime-still-reliant-on-fractions-of-the-sunni-bourgeoisie/> (consulté le 21 décembre 2017).

led Al-Zubaidi et Nader Qaleï, deux puissants hommes d'affaires damascènes ayant des liens avec le régime et dont la société Castle Investment a été récompensée en 2017 par un contrat à long terme pour la gestion de l'hôtel Ebla, à la périphérie de Damas, un hôtel cinq étoiles avec un centre de conférence.¹⁴

D'autres hommes d'affaires ont également profité de contrats juteux avec Damascus Cham holding dans le cadre de la reconstruction. Au début de l'année 2018, l'homme d'affaires Mazen Tarazi, basé au Koweït et actif dans divers secteurs d'activité,¹⁵ a établi une joint-venture avec Damascus Cham pour construire un Centre commercial de 120 000 mètres carrés et six autres propriétés.¹⁶ La valeur estimée de ces investissements est de 250 millions de dollars et, selon les détails communiqués, Mazen Tarazi détiendra 51 % des actions de la co-entreprise, tandis que Damascus Cham sera propriétaire du reste, signifiant que le contrôle effectif de la société sera entre les mains de Mazen Tarazi. En outre, il achètera à lui seul cinq autres parcelles d'une valeur estimée à 70 millions de dollars.¹⁷

Quelques jours plus tard, c'était le tour de la compagnie Talas Group,¹⁸ détenue par l'homme d'affaires Anas Talas, de signer également un contrat de partenariat avec Damascus Cham holding d'une valeur de 23 milliards de livres syriennes (environ 52,7 millions de dollars) pour la construction de quatre parcelles au sein de Marota city, qui seront divisées en secteurs résidentiels et d'autres mixtes composées de logements et de commerces. La répartition des investissements dans ce partenariat est la suivante :

¹⁴ « Samer Al-Foz... Alm Naql Sabiqan: Tazkaru al-Ism Jaydan..?! », *Eqtisad* – <http://www.eqtisad.net/read/17672> (consulté le 20 août 2017); « Private Investors to Benefit from Government Investment in Real Estate Project », *Syria Report*, <http://syria-report.com/news/real-estate-construction/private-investors-benefit-government-investment-real-estate-project> (consulté le 20 septembre 2017).

¹⁵ Début janvier 2018, l'Autorité de l'aviation civile syrienne a accordé une licence à une compagnie aérienne établie par Mazen Tarazi. Ce dernier détiendra 85 % des actions de la société, ses deux fils, Khaled et Ali, détenant le reste. La compagnie exploitant la compagnie aérienne a un capital de 70 millions de livres syriennes. Mazen Tarazi a démontré son soutien au régime à plusieurs reprises. En 2014, il aurait financé le transport de nombreux Syriens basés au Koweït vers Damas, pour voter lors de l'élection présidentielle. En 2015, il a été crédité par les médias officiels syriens pour avoir « fourni une aide financière aux familles des martyrs et des blessés de l'armée syrienne » et pour avoir « rénové des écoles dans les banlieues de Homs et de Damas ».

¹⁶ « Dimashq al-Shâm al-qâbida tabnî sharâka îstrâtiyya ma' al-mustathmir "mâzen al-Tarazi" », *Damascus Sham*, <http://damacham.sy/استراتي-شراكة-تبني-القابضة-الشام-دمشق> (consulté le 15 janvier 2017).

¹⁷ « Mâzen al-tarazî, âw al-nisâb al-sûrî.. îsm jadîd yaghzû 'âlam al-nizâm al-mâlî », *Îqtisâd*, <https://www.eqtisad.net/news/article/18780/> (consulté le 10 janvier 2018) ; Abd al-Jalîl, Mrad « Âsmâ` jadîda li-rijâl â'mâl fi sûriyyâ.. man warâ`hum? », *Enab Baladi*, <https://www.enabbaladi.net/archives/196755> (consulté le 10 janvier 2018) ; « Basatin Al-Razi Project Highlights Again Emergence of New Business Figure », *Syria Report*, <http://www.syria-report.com/news/real-estate-construction/basatin-al-razi-project-highlights-again-emergence-new-business-figure> (consulté le 15 janvier 2017).

¹⁸ La société est principalement active dans la production et la distribution de produits alimentaires à partir de sa base aux Émirats arabes unis. La compagnie a développé sa propre marque alimentaire, Tolido. Voir http://www.talagroup.com/sections/19_our-founders

Talas group dispose de 25 %, ou 5,7 milliards de livres, et le reste, soit 75 % ou 17,3 milliards de livres syriennes, est sous le contrôle du gouvernorat.¹⁹

Les deux derniers individus partagent certaines caractéristiques, notamment d'avoir accumulé leur richesse dans le Golfe et d'être relativement peu connus avant 2011 en Syrie, leur activité principale jusqu'à récemment n'étant pas liée au secteur immobilier.

Autre élément intéressant : tous ces individus sont sunnites, montrant une fois de plus les multiples stratégies du régime pour constituer une base populaire diversifiée à travers le clientélisme, le tribalisme, le confessionnalisme et autres moyens. C'est pourquoi réduire ce régime à une identité alaouite n'est pas analytiquement correct, ni ne nous permet de comprendre ces dynamiques et modes de fonctionnements.

À Homs, la municipalité a approuvé en septembre 2015 le plan de reconstruction du quartier de Baba Amr, à prédominance sunnite et un haut lieu de la protestation populaire contre le régime au début du soulèvement jusqu'en 2014 au départ des derniers groupes armés de l'opposition après un blocus de plusieurs années par les forces militaires du régime. En mars 2017, la municipalité a établi sa propre société privée pour gérer ce projet. Ce dernier comprend 465 parcelles, principalement destinées à l'habitation, ainsi que des espaces verts, des écoles et des hôpitaux.²⁰

À bien des égards, dans la ville de Homs, les nouveaux plans d'urbanisme reprennent ceux de « Homs Dream » dirigé par l'ancien gouverneur de Homs, Mohammad Iyad Ghazal, démis de ses fonctions par Bachar al-Assad au début des manifestations populaires en 2011, car cible principale des manifestants à cette époque dans la ville. Ce projet avait été annoncé en 2007²¹ par Mohammad Iyad Ghazal, qui prévoyait la destruction de certaines parties du centre-ville pour reconstruire des bâtiments plus modernes et des gratte-ciels. Ce plan d'urbanisme avait été présenté à l'époque comme une opportunité d'embrasser la modernisation et l'amélioration urbaine, mais était rejeté par des secteurs importants des populations locales. Par exemple, le projet ne garantissait pas aux résidents le droit de rester dans le quartier, traditionnellement de classe moyenne. Au lieu de cela, la municipalité avait suggéré un logement alternatif dans un autre quartier ou une « compensation financière », ce qui faisait craindre que

¹⁹ « Dimashq al-shâm al-qâbida tuwaqi' 'aqd sharâka ma' sharika talas lil-tijâra wa al-sinâ'a bi-qîma 23 milyâr lira sûriya », *Damascus Sham*, *op. cit.* ; « ta'raf 'alîhum.. rijâl â'mâl kibâr yataqâsimûn mashrû' khalf al-râzî », *Îqtisâd*, <https://www.eqtsad.net/news/article/18883/> (consulté le 15 janvier 2018).

²⁰ Rollins, Tom « Decree 66: The Blueprint for Al-Assad's Reconstruction of Syria? », *IRIN News*, *op. cit.*

²¹ « Waqâ'i' al-mu'tamar al-sihafî li-mashrû' hilm homs », *al-'urûba* – <http://ouruba.alwehda.gov.sy/node/209132> (consulté le 5 janvier 2017).

le plan d'urbanisme n'entraîne une forme de gentrification et empêche les résidents de retourner chez eux.²²

Comme à Homs et dans diverses banlieues de Damas, Alep et d'autres régions pourraient voir l'imposition de projets similaires. À Alep, plus de 50 % des bâtiments et infrastructures ont été partiellement ou totalement détruits, selon une évaluation de la municipalité en janvier 2017.²³ De larges sections des populations issues des quartiers d'Alep Est ont été déplacées de force vers d'autres régions ou sont parties à la suite de la guerre.

De plus, sur les 15 « zones prioritaires » mises en avant par le gouvernement syrien pour la reconstruction, huit d'entre elles n'étaient pas situées dans l'est d'Alep. Les zones prioritaires étaient au contraire les quartiers à l'ouest et au centre de la ville, qui n'ont pas subi les mêmes niveaux de destruction que les 52 quartiers à l'est repris par les forces armées du régime et leurs alliés en décembre 2016²⁴.

De la même manière qu'à Homs, la reconstruction et la réhabilitation de bâtiments ont pour l'instant priorisé les quartiers historiquement favorables au régime, et non les zones les plus endommagées, autrefois sous le contrôle de l'opposition armée.²⁵

Le journal d'information syrien *Sana* avait rapporté en juillet 2017 que le gouvernement avait alloué des contrats d'une valeur de 25 milliards de livres syriennes (48,5 millions de dollars) pour la reconstruction à Alep. Le chiffre est seulement une fraction des milliards de dollars nécessaires pour la reconstruction de la ville, estimés à plus de 5 milliards de dollars et peut-être même atteignant des dizaines de milliards.²⁶ À la suite d'une visite du Premier ministre syrien Imad Khamis accompagné de 16 ministres à Alep début janvier 2018, le gouvernement syrien a annoncé que la part d'Alep dans le budget 2018 serait de 40 milliards de livres syriennes, soit environ 80 millions de dol-

²² Aldeen, Sarah Najm, Syria Untold, Syrian Independent Media Group, « In Homs, Assad Accused of Using Military for Urban Planning Scheme », *Syria Deeply*, <https://www.newsdeeply.com/syria/articles/2018/01/02/in-homs-assad-accused-of-using-military-for-urban-planning-scheme> (consulté le 5 janvier 2018) ; Voir YouTube sur le projet Homs Video : https://www.youtube.com/watch?v=Vxof2Ln_y30 (consulté le 6 janvier 2018).

²³ « Government Planning to Expand Use of Expropriation Law », *The Syria Report*, <http://www.syria-report.com/news/real-estate-construction/government-planning-expand-use-expropriation-law> (consulté le 12 janvier 2017).

²⁴ Beals, Emma, « UN allowing Assad government to take lead in rebuilding Aleppo », *Fox News*, <http://www.foxnews.com/world/2017/11/16/un-allowing-assad-government-to-take-lead-in-rebuilding-aleppo.html> » (consulté le 8 janvier 2018).

²⁵ *Ibid.*

²⁶ « 25 Billion Syrian Pounds Allocated for Construction Contracts in Aleppo », *SANA* – <http://syrianobserver.com/EN/News/32997> (consulté le 20 août 2017).

lars, consacrée à la réhabilitation des infrastructures et des services détruits et aux projets de reconstruction.²⁷

Une autre ville ayant subi des destructions massives est Raqqa. Plus de 80 % de la ville est détruite et/ou inhabitable et les infrastructures de base sont pratiquement inexistantes. Pour rappel, en juin et septembre, les combats ont tué entre 1 300 et 1 800 civils.²⁸ Entre 270 000 et 320 000 personnes ont été déplacées par les combats et vivent dans des conditions misérables dans des camps surpeuplés à la périphérie de la ville. Elles ne pourront pas revenir avant que la ville soit débarrassée des mines et des explosifs installés par l'EI. Le ministre saoudien des Affaires du Golfe, Thamer al-Sabhan, s'était bien rendu à Raqqa le 19 septembre après la capture de la ville par les Forces Démocratiques Syriennes (une alliance militaire arabe, kurde et assyrienne dominée par la milice kurde YPG, branche armée du Parti de l'union démocratique, connu sous le nom de PYD) soutenues par la coalition internationale dirigée par les États-Unis, pour rencontrer le conseil civil établi six mois auparavant sous la direction des FDS et composé de dignitaires locaux et discuter de la reconstruction de la ville. Aucun plan concret n'a toutefois été défini.²⁹

1.3 – **Reconstruire pour remplacer les populations d'origine**

La reconstruction de ces zones se déroule alors que plus de 6 millions d'habitants ont fui le pays et environ 7,6 millions sont des déplacés à l'intérieur des frontières. En 2011, la Syrie comptait 22,5 millions d'habitants. Aujourd'hui, la population a diminué d'environ 20 %.³⁰

En juin 2017, les agences humanitaires ont estimé que, parmi les déplacés, quelques 440 000 étaient rentrés chez eux au cours des six premiers mois de 2017, alors que seulement 31 000 réfugiés syriens sont revenus des pays voisins durant la même pé-

²⁷ « Al-bida` bi-tashghîl mahata tahwîl kahrabâ` bustân al-qasr.. al-muhandis khamîs : rasada 60 milîyâr lîra li-îstakmâl tanfîz al-mashârî` al-khadmîya wa al-tanmawîya fî halab », SANA, <https://www.sana.sy/?p=687949> (consulté le 16 janvier 2017) ; « Khamîs wa 16 wazîrân fî halab... wa 80 milîyûn dûlâr `ala mada `âm », *Iqtisâd*, <https://www.eqtsad.net/news/article/18831/> (consulté le 13 janvier 2017).

²⁸ Plus de 1 000 civils (1 058) sont morts sous les bombardements de la coalition dirigée par les États-Unis, 311 civils par l'EI et 191 civils par les FDS. Les djihadistes de l'EI ont également utilisé de nombreux civils comme boucliers humains. Oakford, Samule, « More than 1,800 civilians killed overall in defeat of ISIS at Raqqa, say monitors », <https://airwars.org/news/raqqa-capture/> (consulté le 29 octobre 2017).

²⁹ « Saudi minister visits north Syria for Raqqa talks », *Reuters*, <https://www.reuters.com/article/us-mideast-crisis-syria-coalition/saudi-minister-visits-north-syria-for-raqqa-talks-idUSKBN1CO2HG> (consulté le 22 octobre 2017).

³⁰ Young, Brian « FACTBOX: Syria's Conflict Economy », *Atlantic Council*, 2017, <http://www.atlanticcouncil.org/blogs/syriasource/factbox-syria-s-conflict-economy> (consulté le 26 juillet 2016).

riode. Depuis 2015, quelque 260 000 réfugiés sont rentrés en Syrie, principalement de la Turquie vers le nord de la Syrie.³¹

L'idée du régime est ainsi de remplacer la population originelle de ces zones, jugée trop hostile, par des classes supérieures moyennes et aisées issues d'autres quartiers et plus enclines à soutenir le régime ou, du moins, à ne pas s'y opposer, comme cité plus haut dans les cas des quartiers de Homs et Damas. Le décret permettrait aussi de menacer d'expropriation les opposants ayant fui la Syrie.

De plus, le retour des civils dans certaines zones peut être rendu difficile par les nombreuses mesures demandées par les différentes institutions sécuritaires du régime. Il faut tout d'abord détenir les documents nécessaires pour accéder à sa propriété détruite. De nombreux documents de propriété officiels ont été détruits pendant les combats, et des copies électroniques des documents immobiliers peuvent ne pas exister. Même ceux qui possèdent les documents nécessaires ont souvent du mal à accéder à leurs propriétés. Le processus d'entrée dans les zones contrôlées par le régime nécessite souvent l'obtention de permis d'entrée de diverses branches de sécurité pour franchir les points de contrôle. Ce processus implique du chantage, des pots-de-vin et des menaces de détention. Si un résident reçoit une autorisation de sécurité pour entrer dans la ville, un autre permis est nécessaire avant que la reconstruction d'une maison détruite puisse commencer. Les résidents sont également tenus de payer les factures d'électricité, de téléphone et d'eau pour les quatre dernières années, ce qui équivaut à près de 50 % du coût de ces biens.³²

1.4 – Manque de fonds propres publics

Les vastes projets immobiliers devraient attirer des capitaux étrangers, cruciaux pour assurer la reconstruction syrienne. Les investissements des acteurs publics et privés sont en effet insuffisants pour reconstruire le pays.

En 2014, le régime s'est sérieusement endetté. En 2014 et en 2015, la dette totale correspondait respectivement à 162 et 156 % du PIB pour une dette extérieure de 115 et 95 %, alors qu'en 2010 la dette totale était de 24 % pour 17 % de dette extérieure³³. La

³¹ UNHCR, « UNHCR seeing significant returns of internally displaced amid Syria's continuing conflict », <http://www.unhcr.org/en-us/news/briefing/2017/6/595612454/unhcr-seeing-significant-returns-internally-displaced-amid-syrias-continuing.html> (consulté le 20 septembre 2017).

³² Aldeen, Sarah Najm, Syria Untold, Syrian Independent Media Group, « In Homs, Assad Accused of Using Military for Urban Planning Scheme », *Syria Deeply*, <https://www.newsdeeply.com/syria/articles/2018/01/02/in-homs-assad-accused-of-using-military-for-urban-planning-scheme> (consulté le 5 janvier 2018).

³³ De Foucaud, Isabelle et Plummer, William, « Le désastre de l'économie syrienne après six ans de guerre », *Le Figaro*, <http://www.lefigaro.fr/economie/le-scan-eco/dessous-chiffres/2017/04/07/29006-2017-0407ARTFIG00242-le-desastre-de-l-economie-syrienne-apres-six-ans-de-guerre.php> (consulté le 20 septembre 2017) ; Syrian Centre for Policy Research (SCPR), *Syria Confronting Fragmentation! Impact of*

dette avait été multipliée par 11 à la fin de l'année 2016, selon le ministre de l'Économie de l'époque, Adib Mayaleh, sans fournir d'autres chiffres précis.³⁴

Le gouvernement est également devenu de plus en plus dépendant des paiements anticipés de la Banque centrale, en plus de l'aide étrangère, qui ont augmenté pendant la guerre en raison des revenus fiscaux très limités. Les recettes pétrolières, qui représentaient une partie importante des revenus jusqu'en 2012, étaient inexistantes, tandis que les recettes fiscales avaient considérablement diminué. En 2015, au moins un tiers des dépenses publiques ont été financées par des emprunts à long terme auprès de la Banque centrale de Syrie.³⁵ Le budget national pour 2017 était de 2,6 billions de livres syriennes (5 milliards de dollars)³⁶ et a augmenté légèrement en 2018 pour atteindre 3,1 billions de livres syriennes, une augmentation de 527 milliards de livres syriennes.³⁷

Les réserves en devises étrangères ont fortement diminué, passant de 21 milliards de dollars en 2010 à moins d'un milliard de dollars (0,7) à la fin de l'année 2015.³⁸ De plus, les partenariats public-privé (PPP) dépendent largement du financement des banques, dont les actifs totaux (14 banques commerciales du secteur privé) sont trop bas : soit, fin 2016, environ 3,5 milliards de dollars, un chiffre très éloigné des fonds nécessaires.³⁹

1.5 – Remercier les pays amis

La reconstruction du pays sera ainsi un moyen de récompenser les alliés du régime, en particulier l'Iran, la Russie et la Chine, en leur octroyant des parts du marché. Déjà,

Syrian Crisis Report, 2016 –

<https://www.ara.cat/2016/02/11/1520927894.pdf?hash=3a186be3bc9bfb70d11f0241fd49d847f7f0042>.

³⁴ « Report Highlights Government Dependency on Central Bank Funding and Limited Forex Disbursements », *The Syria Report*, <http://www.syria-report.com/news/finance/report-highlights-government-dependency-central-bank-funding-and-limited-forex-disburse> (consulté le 30 octobre 2017).

³⁵ Cochrane, Paul, « Après la guerre, qui financera la reconstruction de la Syrie ? », *Middle East Eye*, <http://www.middleeasteye.net/fr/reportages/apr-s-la-guerre-qui-financera-la-reconstruction-de-la-syrie-633512121> (consulté le 10 décembre 2017).

³⁶ Al-Freih, Manar et Sabbagh, Hazem, « Cabinet sets preliminary state budget at SYP 2,660 billion », SANA, <http://sana.sy/en/?p=89653> (consulté le 2 novembre 2017).

³⁷ « Cabinet Approves 3 Trillion Syrian Pounds for 2018 General Budget », SANA, http://syrianobserver.com/EN/News/33428/Cabinet_Approves_Trillion_Syrian_Pounds_2_General_Budget (consulté le 15 janvier 2018).

³⁸ De Foucaud, Isabelle et Plummer, William, « Le désastre de l'économie syrienne après six ans de guerre », *op. cit.*

³⁹ « Syrian Banks Unable to Finance Reconstruction », *The Syria Report*, 30 octobre 2017, <http://www.syria-report.com/news/finance/syrian-banks-unable-finance-reconstruction>.

certaines marchés comme les mines de phosphate et des champs de pétrole et de gaz ont été attribués à Moscou et Téhéran.⁴⁰

Après la reconquête d'Alep-Est en décembre 2016 par les forces pro-régimes, le gouverneur d'Alep, Hossein Diyab, a déclaré que l'Iran allait « *jouer un rôle important dans les efforts de reconstruction en Syrie, en particulier à Alep* ». L'Autorité iranienne de la reconstruction a annoncé en mars 2017 la rénovation de 55 écoles dans la province d'Alep.⁴¹ L'Iran a également eu la plus grande présence à la Foire commerciale internationale de Damas durant l'été de 2017 avec plus de 40 sociétés iraniennes participantes.⁴²

En octobre 2015, une délégation russe s'est rendue à Damas et a annoncé que des sociétés russes joueraient un rôle de premier plan dans la reconstruction de l'après-guerre en Syrie. Des accords d'une valeur d'au moins 850 millions d'euros ont émergé de ces négociations. Suite à une visite parlementaire russe en Syrie en novembre 2016, le ministre syrien des Affaires étrangères, Walid Mouallem, aurait promis aux entreprises russes la priorité dans la reconstruction de la Syrie.⁴³ À la mi-décembre 2017, une délégation russe composée de directeurs de grandes compagnies russes avec à sa tête le vice-Premier ministre russe Dmitri Rogozine était à nouveau à Damas pour des discussions avec Bachar al-Assad sur les investissements et la reconstruction dans la Syrie en guerre, évoquant « de grands projets économiques », dont notamment « sur le pétrole, le gaz, le phosphate, l'électricité et les industries pétrochimiques », ainsi que sur le transport et le commerce.⁴⁴

Le gouvernement chinois est également présent. Au début du mois d'août 2017, il a organisé une foire commerciale sur les projets de reconstruction syrienne, au cours de laquelle un groupe d'entreprises sino-arabes a annoncé un engagement de 2 milliards de dollars du gouvernement pour la construction de parcs industriels en Syrie.⁴⁵ Qin Yong, le vice-président de la China-Arab Exchange Association, estimait en décembre

⁴⁰ Yazigi, Jihad, « Opinion: No Reconstruction for Syria », *Al-Hayat* – http://syrianobserver.com/EN/Commentary/33567/Opinion_No_Reconstruction_Syria/ (consulté le 5 décembre 2017).

⁴¹ Schneider, Tobias « Aleppo's Warlords and Post-War Reconstruction », *Middle East Institute* – <http://www.mei.edu/content/article/growing-warlordism-battle-scarred-aleppo> (consulté le 17 juin 2017).

⁴² Heydemann, Steven « Rules for Reconstruction in Syria », *Brookings* – <https://www.brookings.edu/blog/markaz/2017/08/24/rules-for-reconstruction-in-syria/> (consulté le 25 août 2017).

⁴³ Hauer, Neil « To the Victors, the Ruins: the Challenges of Russia's Reconstruction in Syria », *Open Democracy* – <https://www.opendemocracy.net/od-russia/neil-hauer/to-victors-ruins-challenges-of-russia-s-reconstruction-in-syria> (consulté le 20 août 2017).

⁴⁴ « Syrie : "de grands projets économiques" évoqués », *Le Figaro et AFP*, <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2017/12/18/97002-20171218FILWWW00190-syrie-de-grands-projets-economiques-evoques.php> (consulté le 20 décembre 2017).

⁴⁵ Heydemann, Steven, « Rules for Reconstruction in Syria », *op. cit.*

2017 des investissements en Syrie de valeur similaire et expliquait que les compagnies qu'il avait accompagnées à Damas, Homs et Tartous – y compris la China National Heavy Duty Truck Company – envisageaient de construire des routes, des ponts, des aéroports et des hôpitaux et de rétablir l'électricité et les communications.⁴⁶

Des projets pourraient aussi être octroyés à l'Inde⁴⁷ et au Brésil – une récompense pour leur position plutôt en faveur de Damas. L'Égypte a annoncé son intention de participer à la reconstruction de la Syrie. Le ministère égyptien du Commerce et de l'Industrie a lancé des appels et des démarches de grande envergure auprès des entreprises égyptiennes pour participer à la reconstruction de la Syrie, selon un communiqué du Conseil Export des matériaux de construction en novembre 2017.⁴⁸ L'Égypte a également participé à la Foire internationale de Damas en août et, selon la Fédération des chambres de commerce égyptiennes, 30 entreprises égyptiennes étaient présentes pour souligner le rôle du secteur privé égyptien dans la reconstruction de la Syrie. Une délégation syndicale des ingénieurs égyptiens s'est rendue en Syrie début 2017 et a rencontré Bachar al-Assad.⁴⁹

Les autorités syriennes ont par ailleurs déclaré que les entreprises européennes et américaines devront d'abord demander à leurs gouvernements de s'excuser pour avoir soutenu l'opposition avant de prétendre à une place sur ce marché.⁵⁰ Une position similaire a été adoptée vis-à-vis de l'Arabie saoudite, du Qatar et de la Turquie.

Dans son discours d'août 2017, Assad a même déclaré que le régime ne laisserait pas ses ennemis « *accomplir par la politique ce qu'ils n'ont pas réussi sur le champ de bataille et par le terrorisme* »,⁵¹ faisant de manière implicite référence à Ryad, Ankara et Doha.

⁴⁶ Abu-Nasr, Donna, Arkhipov, Ilya, Meyer, Henry et Shi, Ting, « China Eyes Role Rebuilding Syria While Putin Spars With West », *Bloomberg*, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2017-12-21/china-arrives-in-syria-as-putin-fights-west-over-postwar-cash> (consulté le 28 décembre 2018).

⁴⁷ « India welcome to play a role in reconstruction of Syria, says Bashar al-Assad », *The Indian Express*, <http://indianexpress.com/article/world/india-welcome-to-play-a-role-in-reconstruction-of-syria-says-bashar-al-assad-4689007/> (consulté le 20 juillet 2017).

⁴⁸ « Export Council for Building Materials, Refractories and Metallurgy Industries », *Export Council*, <http://ecbm-eg.org.pink.mysitehosted.com/en/Content.aspx?PageName=AboutUs> (consulté le 28 décembre 2018).

⁴⁹ Alhaleim, Ahmad Abd, « Egypt eyes extensive role in Syria reconstruction efforts », *Al-Monitor*, <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2018/01/egypt-companies-reconstruction-syria-war.html> (consulté le 5 janvier 2017) ; « wafd masrî niqâbî fî dimashq », *Ray al-Yawm*, <http://www.raialyoum.com/?p=606807> (consulté le 23 décembre 2017).

⁵⁰ « Khamis: Investment Opportunities Will Be Given to Countries That Stood by Syria », *SANA* – <http://sana.sy/en/?p=111457> (consulté le 25 août 2017).

⁵¹ « President al-Assad: Everything related to the destiny and future of Syria is a 100 % Syrian issue, unity of Syrian territory is self-evident and not up for debate », *SANA*, <https://sana.sy/en/?p=112238> (consulté le 20 septembre 2017).

Lors d'une manifestation parallèle à New York en septembre, sous l'égide de l'ONU, ces pays ont déclaré que le soutien à la reconstruction de la Syrie dépendrait d'un processus politique crédible menant à une véritable transition politique – nécessitant le départ d'Assad – et qui puisse être soutenue par une majorité du peuple syrien.⁵²

En décembre 2017, la commission des Affaires étrangères du Congrès américain a dévoilé la loi *No Assistance for Assad*, qui empêcherait l'administration Donald Trump d'utiliser des fonds d'aide américains non humanitaires pour la reconstruction de la Syrie dans les zones tenues par le régime.⁵³

Il est donc difficile d'imaginer dans un avenir proche une forte implication de ces États dans le processus de reconstruction, à l'exception du financement de projets locaux de petite envergure dans des zones hors du contrôle du régime et sans la participation ou le consentement du régime. C'est déjà le cas pour la Turquie dans certaines régions contrôlées par ses forces armées et ses proxys, des groupes armés de l'opposition syrienne, sur le terrain, par exemple à Jarablus et al-Bab, et pour certaines institutions et États occidentaux qui apportent également une aide financière, notamment pour la gouvernance locale et la réhabilitation de services de base, aux régions sous la domination du PYD ou de certaines régions contrôlées par des groupes d'opposition armés non djihadistes. Ces projets sont toutefois isolés et limités et ne peuvent remplacer un vaste processus de reconstruction.

Les changements sur les scènes politiques internationales et régionales peuvent toutefois se produire rapidement comme nous l'avons vu à plusieurs reprises, dès lors il faudra faire attention aux diverses évolutions politiques.

1.6 – Des soutiens insuffisants

La reconstruction financée par les capitaux étrangers reste néanmoins une situation fragile. La Russie et l'Iran manquent de capitaux pour aider dans l'immédiat, tandis que la Chine hésite à s'impliquer massivement dans un pays aussi instable.

Pour Pékin, les investissements dans des pays émergents sont souvent, comme en Afrique, conditionnés à un accès privilégié aux ressources naturelles. Or la Syrie est assez faible en matières premières et elles sont promises en priorité à Moscou et Téhéran.

⁵² Bayoumy, Yara et Irish, John, « Anti-Assad nations say no to Syria reconstruction until political process on track », *Reuters*, <https://www.reuters.com/article/us-un-assembly-syria/anti-assad-nations-say-no-to-syria-reconstruction-until-political-process-on-track-idUSKCN1BT1WP> (consulté le 3 octobre 2017).

⁵³ Harris, Bryant, « Congress uses Syria aid funding as Assad leverage », *Al-Monitor*, <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2017/12/congress-uses-syria-aid-funding-assad-leverage.html> (consulté le 3 janvier 2017). Référence du texte H.R. 4681 : <https://www.govtrack.us/congress/bills/115/hr4681/text>

Plus de six ans après le début du conflit, la situation socio-économique est plus catastrophique que jamais. Les inégalités, les gouvernances autoritaires, dénoncées un peu partout au Moyen-Orient lors des soulèvements populaires en 2010-2011, et qui avaient tant inspiré la révolution en Syrie, sont désormais plus présentes que jamais.

La Banque mondiale a estimé en juin qu'environ un tiers de tous les immeubles et près de la moitié de tous les bâtiments scolaires et hospitaliers de Syrie ont été endommagés ou détruits par le conflit, tandis que l'économie a perdu 2,1 millions d'emplois réels et potentiels entre 2010 et 2015. Le chômage en 2015 a atteint 55 % et le chômage des jeunes est passé de 69 % en 2013 à 78 % en 2015.⁵⁴

Le niveau élevé de chômage, le manque d'opportunités d'emplois et le coût de la vie plus élevé ont encouragé des sections de la jeunesse, qui sont restées en Syrie, à s'impliquer dans l'armée ou les milices pro-régime, surtout quand le salaire d'un milicien peut parfois être quatre fois plus élevé qu'un professeur d'université.⁵⁵

2 – D'autres problèmes pour la reconstruction

Cependant, la question de la reconstruction est également liée aux capacités du régime à assurer la stabilité dans les régions sous son contrôle et un environnement des affaires favorable aux investissements. Deux éléments mettent en danger cette situation actuellement : les milices et les hommes d'affaires liés au régime.

2.1 – Les milices, source d'instabilité

Les griefs contre les milices sont devenus de plus en plus publics dans les zones contrôlées par le régime dans tout le pays depuis le début de l'année 2017. Les miliciens ont été impliqués dans diverses activités criminelles telles que le vol, le pillage, le meurtre, les luttes intestines et surtout l'extorsion aux barrages (*checkpoints*), entraînant des prix plus élevés et des exactions sur des individus.

Particulièrement sur la côte syrienne, les habitants ont exprimé leur colère à de nombreuses reprises contre le silence de la police locale et des forces de sécurité à cause des crimes, enlèvements et pillages commis par les milices pro-régime.⁵⁶

⁵⁴ « Syria at War, Five Years On », ESCWA and University of St Andrews (2016): 28. <https://www.unescwa.org/sites/www.unescwa.org/files/publications/files/syria-war-five-years.pdf>

⁵⁵ « Fi (Suriya Al-Asad)... Ustaz fi al-Jami'a Yahsul 'ala Ratib Yaqill 'an Rub' Ma Yahsul 'alayhi Muqatil fi Milishiyya Muwaliyyah », *All4Syria*, <http://www.all4syria.info/Archive/404489> (consulté le 27 avril 2017).

⁵⁶ « Authorities Silent While Lattakia's Elderly a 'Soft Target' for Looters, Murderers », *The Syrian Observer* – http://syrianobserver.com/EN/News/31528/Authorities_Silent_While_Lattakia_Elderly_Soft_Target_for_Looters

Cette colère s'est répandue dans d'autres régions. En septembre 2016, la population locale dans les zones contrôlées par le régime de la ville d'Alep, à l'ouest du pays, a exprimé ses frustrations envers les représentants du gouvernement en raison de l'augmentation du pillage des maisons par les groupes miliciens pro-régimes après l'évacuation des habitants. Les miliciens ont également pillé des centaines d'usines et d'ateliers dans le quartier industriel de Ramouseh à Alep. Fares al-Shehabi, membre du Parlement et président de la Chambre des industriels d'Alep, s'était même plaint de l'incident sur sa page Facebook.⁵⁷ De son côté, l'imam pro-régime de la mosquée al-Abara d'Alep avait mentionné l'affaire lors d'un sermon du vendredi, expliquant que le commerce de produits volés était interdit par la loi islamique. En réaction, Ibrahim Ismael, un commandant d'une milice pro-régime, avait répondu qu'il considérait les produits volés comme des « prises de guerre » pour les personnes qui défendaient Alep.⁵⁸

En mai 2017, le gouvernement syrien tentait d'annuler les prélèvements extorqués par les postes de contrôle des forces pro-régime, armée ou milices, à la suite des protestations croissantes des commerçants et des transporteurs, reflétant l'exaspération de la population dans diverses régions. Les hommes d'affaires d'Alep critiquaient de plus en plus ces prélèvements, et les chauffeurs de camions en dehors de la ville de Swayda ont fermé l'autoroute reliée à Damas pendant deux heures pour protester contre les « frais » imposés par les différents postes de contrôle. À la mi-mai, Zeid Ali Saleh, chef du comité militaire et de sécurité d'Alep regroupant toutes les branches de sécurité et les milices du régime dans la ville, a finalement émis une ordonnance interdisant la perception de « frais » par les postes de contrôle des camions transportant des marchandises.⁵⁹ Plusieurs jours plus tard, la Chambre d'industrie de Damas a également exigé une interdiction similaire dans la capitale.⁶⁰

[Murderers](#) (consulté le 30 août 2016) ; « Kidnapping of Women in Lattakia Sparks Anger of Loyalists », *The Syrian Observer*, http://syrianobserver.com/EN/News/31965/Kidnapping_Women_Lattakia_Sparks_Anger_Lo (consulté le 17 novembre 2016).

⁵⁷ Shehabi, Fares, Facebook – https://www.facebook.com/fares.shehabi/posts/10205546757183424?_mref=message (consulté le 11 septembre 2016).

⁵⁸ « Loyalists Outraged by Shabeeha Looting in Regime Held Aleppo », *The Syrian Observer* – http://www.syrianobserver.com/EN/News/31601/Loyalists_Outraged_Shabeeha_Looting_R (consulté le 12 septembre 2016).

⁵⁹ « Sa'iqun Yuqati'un Tariq Nubl wa Az-Zahra' — Halab Ihtijajan 'ala "al-Atawat », *Enab Baladi*, <https://www.enabbaladi.net/archives/160118?so=related> (consulté le 30 août 2017) ; « Al-Lajna al-Amniyyah fi Halab Tulghi "at-Tarfiq"... wa Ash-Shehabi: Al-Asad Tadakhhala », *Enab Baladi*, <https://www.enabbaladi.net/archives/150756?so=related> (consulté le 30 août 2017) ; « As Anger Grows Government Tries to Rein in Extortion by Regime Militias », *The Syria Report*, <http://www.syria-report.com/news/economy/anger-grows-government-tries-rein-extortion-regime-militias> (consulté le 24 mai 2017).

⁶⁰ « As Anger Grows Government Tries to Rein in Extortion by Regime Militias », *The Syria Report*, *op. cit.* ; « Sina'iu Dimashq Yutalibuna bi-Ilgha' "at-Tarfiq" wa Iqaf at-Tahrib min Turkiya », *Enab Baladi*, 30 Juin 2017, <https://www.enabbaladi.net/archives/150953>.

À la même période, en réponse à ces critiques, le Premier ministre Imad Khamis avait déclaré qu'il interdirait ces pratiques, sans réussite jusqu'à aujourd'hui. La présence de ces points de contrôle est considérée et perçue comme de moins en moins justifiable dans de grandes parties du pays qui ne souffrent plus de la guerre.

À la mi-juin 2017 à Alep, suite à un certain nombre de crimes commis par des militaires, qui ont également été médiatisés dans les médias pro-régime,⁶¹ le régime a sévi contre les milices et s'est lancé dans une campagne de mise en ordre et de répression. Le palais présidentiel a envoyé le général Mohammed Dib Zeitoun, chef de la sécurité de l'État et l'un des chefs du renseignement les plus puissants d'Assad, afin de mettre un terme au comportement anarchique des milices. Les troupes de la Sûreté de l'État et du Renseignement de l'armée de l'Air ont commencé à rassembler et encadrer les membres du comité populaire dans les quartiers d'Adhamiya, d'Akramiya et de Seif al-Dawla, entraînant quelques petites escarmouches. De plus, le chef local du parti Baath, Fadel al-Najjar, a également publié un décret avec un règlement encadrant de manière plus restrictive les agissements des milices relevant du Baath.⁶²

Cependant, il y a toujours des défis importants pour réduire le pouvoir des milices à l'échelle nationale. Selon l'homme d'affaires Fares al-Shehabi, l'intervention de Bachar al-Assad a été nécessaire à deux reprises pour donner des ordres aux hauts responsables de la sécurité.⁶³ Le problème principal étant que les dirigeants des milices sont généralement liés aux puissantes agences de sécurité et à d'éminents responsables militaires, empêchant ainsi les autorités municipales d'agir contre eux sans le soutien de décideurs de haut niveau.

Le 6 juillet 2017, une manifestation organisée par des industriels et des hommes d'affaires a eu lieu dans la zone industrielle Cheikh Najjar, dénonçant les pratiques des milices à Alep. Les manifestants les ont accusées d'avoir tué des civils et perturbé délibérément le retour de l'eau et de l'électricité en maintenant leur contrôle sur les services et les prix. Ils ont également condamné l'extorsion d'argent aux points de contrôle militaires en menaçant notamment les travailleurs de les envoyer au service militaire s'ils ne payaient pas.⁶⁴ Pendant ce temps, sur la route d'Alep, des camionneurs des

⁶¹ « Tafasil Qatl at-Tifl "Ahmad Jawish" fi Halab », *Syria Scope*, 2017, <http://www.syria-scope.com/political-news/75289> (consulté le 30 juillet 2017) ; « Ahali Halab Yutalibuna bi-Dabt al-Ta'addiyat », *Al-Watan*, <http://alwatan.sy/archives/107730> (consulté le 4 septembre 2017) ; « Haqiqah Ma Hadatha ma'a al-l'ami Badr Jad'an bi-Hayy Al-Jamiliyyah », *Akhbar Halab*, 4 Septembre 2017, <https://www.nfac-sy.net/news/12493>.

⁶² Lund, Aron, « Aleppo Militias Become Major Test for Assad », *IRIN*, <https://www.irinnews.org/analysis/2017/06/22/aleppo-militias-become-major-test-assad> (consulté le 23 juin 2017).

⁶³ « As Anger Grows Government Tries to Rein in Extortion by Regime Militias », *The Syria Report*, *op. cit.*

⁶⁴ « Halab: Tazahurat Tutilib bi-Khuruji Milishiyyat an-Nizam », *Al-Modon*, <http://www.almodon.com/arab-world/2017/7/7/الحوادث-وإزالةالنظام-مليشيات-يخرج-تطالب-مظاهرات-حلب> (consulté le 8 juillet 2017).

villes de Nubl et de Zahra, contrôlées par le régime, ont organisé une autre manifestation contre les prélèvements sur les postes de contrôle et le comportement violent des miliciens. Ils ont demandé aux autorités d'enlever les points de contrôle.⁶⁵

Alep est un test pour le reste du pays afin de prouver sa capacité à garantir la « stabilité » de sa population, et pour Damas de prouver à la communauté internationale sa capacité à contrôler les zones sous son contrôle, et donc à aller de l'avant sur la question de la reconstruction financée par l'étranger.

Cependant, ce n'est que le début d'une longue bataille pour discipliner les forces paramilitaires dans le pays, y compris les milices locales telles que les Forces de Défense Nationales et celles contrôlées par l'Iran. Un responsable syrien en 2013, qui prévoyait déjà ce genre de problème, avait affirmé qu'après cette crise, il y aurait un millier de crises supplémentaires, notamment concernant les chefs de milices. Au début des événements en 2011, ils étaient des personnes sans influence, aujourd'hui ils ont des armes et du pouvoir. Il avait terminé son entretien en disant « *comment pouvons-nous leur demander de redevenir de simples citoyens ?* ».⁶⁶

Tout au long de l'année 2017, les milices pro-régime étaient loin d'être sous contrôle et propageaient encore le chaos et créaient l'insécurité dans diverses zones sous le contrôle du régime.⁶⁷ À la fin août, selon des militants de l'opposition, des combattants de Nusur Homs, groupe paramilitaire, ont refusé d'être inspectés alors qu'ils se rendaient dans la ville de Homs, ouvrant le feu sur la patrouille de police et abattant brutalement un policier.⁶⁸ Au début de l'année 2018, un étudiant en médecine de l'Université d'Alep a été sévèrement battu par un combattant de la milice des Brigades du Baath à la porte principale de l'université. L'incident a suscité des réactions de colère, relayées sur les réseaux sociaux par des pages de supporters du régime dans la ville, au sujet des violations commises par les membres des milices à Alep contre des civils, lançant sur les réseaux sociaux le hashtag #togetheragainstshabiha.⁶⁹

⁶⁵ Shabaka âkhbar nubl w al-zahrâ` al-rasmîyya, "âsbâb alwaqfa al-îhtijâjîyya wa matâlib al-muhtajîn", Facebook, <https://www.facebook.com/Nubbol.Alzahraa.News/videos/1199800063458563/> (consulté le 30 juillet 2017).

⁶⁶ Baker, Aryn, « Syria's Assad May Be Losing Control Over His Deadly Militias », *Time* – <http://world.time.com/2013/09/11/syrias-assad-may-be-losing-control-over-his-deadly-militias/> (consulté le 20 juillet 2014).

⁶⁷ « Regime Authorities Fail to Control Chaos Spread by Loyalist Militias », *The Syrian Observer*, http://syrianobserver.com/EN/News/33141/Regime_Authorities_Fail_Control_Chaos_Spr (consulté le 20 août 2017).

⁶⁸ « On Duty Police Officer Hospitalized by Loyalist Militants in Homs », *The Syrian Observer*, http://syrianobserver.com/EN/News/33167/On_Duty_Police_Officer_Hospitalized_Loyalist_M (consulté le 24 août 2017).

⁶⁹ « Aleppo University Student Publicly Attacked by Pro-Assad Militiaman », *Al Souria Net*, http://syrianobserver.com/EN/News/33663/Aleppo_University_Student_Publicly_Attacked_Pro_Assad_Militiaman (consulté le 3 janvier 2018).

En outre, le nombre de points de contrôle gérés par les miliciens dans l'ensemble du pays n'a généralement pas diminué, au contraire, ce qui a entraîné une augmentation des coûts pour les producteurs et les consommateurs.

Enfin, il existe de nombreux autres défis sécuritaires auxquels le régime est difficilement capable de faire face tels que les groupes djihadistes, comme Hay'at Tahrir Ash-Sham (HTS) et l'État islamique (EI). D'ailleurs, à la suite de la perte de contrôle sur de larges pans de territoires par ces organisations, il y aura probablement un changement de stratégie, qui a déjà commencé en partie, vers des attentats suicides dans les zones civiles, ce qui créera également plus d'instabilité.

2.2 – La question des hommes d'affaires liés au régime

Les milices sont certainement l'un des plus grands défis pour le régime afin de restaurer la « stabilité » dans le pays, mais elles ne représentent pas les seuls défis. Les hommes d'affaires fortunés liés au régime, qui ont vu leur pouvoir politique et économique s'accroître tout au long de la guerre, entravent également dans une certaine mesure le retour de certains réinvestissements dans le pays, et donc la création d'un environnement d'affaires propice à la reconstruction. Les victoires militaires du régime et le contrôle croissant de larges portions du territoire syrien ont encouragé Damas à essayer de reconquérir les investisseurs et les hommes d'affaires qui avaient quitté le pays à cause de la guerre. Les motivations de Damas sont basées sur la volonté d'attirer de nouveaux investissements et d'augmenter les activités commerciales, tandis que les industriels réduisent le besoin d'importation, un aspect crucial car les devises étrangères sont devenues beaucoup plus rares.

En février 2017, le ministre des Finances, Maamoun Hamdan, s'est rendu en Égypte pour rencontrer le groupe des hommes d'affaires syriens en Égypte (Tajammu 'Rijal Al-A'mal As-Suri Bi-Masr),⁷⁰ dont beaucoup sont des industriels. Il leur a offert de nombreuses incitations telles qu'une réduction des droits de douane sur les produits de production, une exemption sur toutes les taxes sur les machines ainsi que sur la taxe de vente, en plus d'un rééchelonnement de toute dette envers les banques publiques – une loi de 2015 invitant les investisseurs à rééchelonner leurs dettes à des conditions relativement attrayantes.⁷¹

Maamoun Hamdan avait également annoncé que le gouvernement financerait la construction d'une usine électrique de 8 MW pour la zone industrielle de Cheikh Najjar à

⁷⁰ « Syrians' Investments Abroad Would Not Prevent Industrialists from Return Home », SANA – <http://sana.sy/en/?p=61368> (consulté le 4 septembre 2017).

⁷¹ « Despite Launch of Local Car Assembly Plant, Syria Struggles to Attract Back Manufacturers », *The Syria Report*, <http://syria-report.com/news/manufacturing/despite-launch-local-car-assembly-plant-syria-struggles-attract-back-manufacturer> (consulté le 21 février 2017).

Alep et finirait les travaux pour la réouverture de l'aéroport d'Alep (qui n'est toujours pas ouvert pour les vols civils et commerciaux). Les investisseurs ont répondu avec une liste de demandes, y compris un délai de grâce de deux ans pour leurs dettes. Ils ont également soulevé plusieurs questions concernant les droits de douane et autres réglementations commerciales. Une semaine plus tard, une délégation d'investisseurs syriens basés en Égypte s'est rendue à Damas pour rencontrer divers représentants du gouvernement.⁷²

Les hommes d'affaires fortunés liés au régime n'ont pas hésité à critiquer ces mesures gouvernementales. Une semaine après la visite du ministre au Caire, le journal *al-Watan*, propriété de Rami Makhlouf, a publié un commentaire (« The Egyptian Industrialists », 26 février 2017) condamnant fermement le fait que les investisseurs aient conditionné leur retour en Syrie aux facilités fournies par le gouvernement, et qu'ils souhaitent revenir « seulement après la libération d'Alep ».⁷³ Selon le site d'informations économiques *The Syria Report*, cet article visait à faire pression sur ceux dans le gouvernement qui veulent leur retour. L'article mentionnait aussi qu'ils devaient rembourser toutes leurs cotisations, c'est-à-dire les arriérés de dettes et les taxes. Cela constituait une menace évidente pour les investisseurs quant à ce à quoi ils devraient s'attendre s'ils revenaient.⁷⁴

Les investisseurs syriens qui ont quitté la Syrie pendant la guerre venaient d'horizons très divers et opéraient dans divers secteurs d'activité, mais avaient pour la plupart des liens moins importants avec le régime. Ceux qui se trouvent en Égypte, par exemple, sont pour la plupart des industriels du secteur du textile ; beaucoup d'entre eux venaient d'Alep, ce qui signifie d'origine urbaine sunnite ; et l'origine de leur richesse avait peu de lien avec leur relation avec les institutions étatiques mais était plutôt basée sur leur investissement en capital.⁷⁵ Dans un rapport BIT 2016, le Centre syrien pour la recherche politique a déclaré que jusqu'à 90 % des entreprises industrielles dans les principales zones de conflit, comme Alep, ont fermé, tandis que les autres fonctionnent à seulement 30 % de leur capacité.⁷⁶ Par conséquent, les industriels syriens avaient eu peu d'options à rester sur place.

⁷² « Finance Minister Meets Delegation of Syrian Industrials Residing in Egypt », *SANA* – <http://sana.sy/en/?p=100509> (consulté le 21 février 2017).

⁷³ Hashem, Ali, « As-Sina'iun al-Masriyyun », *Al-Watan*, <http://alwatan.sy/archives/93130> (consulté le 25 mai 2017).

⁷⁴ « Regime Cronies Resist Government Attempts to Lure Back Investors into Syria », *The Syria Report*, <http://syria-report.com/news/economy/regime-cronies-resist-government-attempts-lure-back-investors-syria> (consulté le 22 février 2017).

⁷⁵ « Syria Country Report », BTI Project (2016): 15, https://www.bti-project.org/fileadmin/files/BTI/Downloads/Reports/2016/pdf/BTI_2016_Syria.pdf

⁷⁶ « Aleppo Lost 90 percent of its Manufacturing Capacity », *The Syria Report*, <http://www.syria-report.com/news/manufacturing/aleppo-lost-90-percent-its-manufacturing-capacity> (consulté le 29 mars 2016).

Au moment de l'écriture de cet article, il n'y avait aucun signe de retour massif des industriels syriens, tandis que le régime égyptien annonçait en mars 2017 son intention d'établir une zone industrielle intégrée et d'autres installations pour les industriels syriens en Égypte contre les tentatives de Damas pour attirer de nouveau les industriels syriens basés en Égypte.⁷⁷ De nombreux autres éléments ont certainement empêché le retour à grande échelle des hommes d'affaires syriens à l'été 2017, mais le comportement des hommes d'affaires liés au régime n'a pas contribué à leur volonté de revenir.

En tant que tel, l'appel du ministre des Affaires étrangères, Walid Mouallem à la mi-août 2017, pour une diplomatie économique active pour préparer le terrain pour la phase de reconstruction au service des intérêts nationaux et l'importance de donner la priorité aux contributions des expatriés dans le processus de reconstruction est plutôt difficile à réaliser.⁷⁸

CONCLUSION

Le dossier de la reconstruction est déjà, comme nous l'avons vu, très fortement présent dans les plans du régime et les discussions avec les acteurs étrangers, mais sans se matérialiser de manière large aujourd'hui. Les besoins sont immenses et les moyens à tous les niveaux manquent. Les premières victimes de cette situation sont bien sûr les civils qui ont vu leurs maisons détruites et/ou endommagées les rendant inhabitables. Le dossier de la reconstruction traverse également différentes dynamiques au sein de la société syrienne qu'elles soient politiques ou socio-économiques.

La possible fin de la guerre dans un avenir proche ne signifie néanmoins pas la fin des problèmes pour le régime syrien, bien au contraire. Tout d'abord, il y a une absence de capitaux pour financer la reconstruction, mais surtout Damas devra faire face à une série de contradictions et de défis : d'un côté, satisfaire les intérêts des hommes d'affaires liés au régime et des milices, de l'autre, accumuler du capital par la stabilité économique et politique, tout en accordant à ses alliés étrangers les parts majeures dans le processus de reconstruction. Aujourd'hui, ces objectifs se chevauchent rarement.

Plus généralement, les politiques du régime de Damas dans les domaines socio-économiques et politiques, y compris les projets de reconstruction, renforceront probablement les inégalités sociales et régionales à travers le pays, aggravant les problèmes

⁷⁷ « Ministry of trade studies launching Syrian industrial zone in Egypt », *Al-Bawaba Egypt*, <http://www.albawabaeg.com/91831> (consulté le 4 septembre 2017).

⁷⁸ « Expats Should be Urged to Contribute to Syrian Reconstruction: Muallem », *SANA*, http://www.syrianobserver.com/EN/News/33179/Expats_Should_Urged_Contribute_Syrian_Reconstruction_Muallem (consulté le 2 septembre 2017).

de développement qui étaient déjà présents avant le début du soulèvement en 2011. L'absence de syndicats indépendants et les droits démocratiques des travailleurs à défendre leurs intérêts entraîneront également probablement de nombreux cas d'exploitation, d'irrégularités et de mauvaises conditions de travail sur leurs lieux de travail dans le processus de reconstruction. La dépendance croissante vis-à-vis des hommes d'affaires étrangers et des acteurs étatiques étrangers dans ce processus renforcera ces problèmes.

La résilience du régime dans sa guerre contre toute forme de dissidence a coûté très cher, surtout en termes de vies humaines et de destructions, mais aussi politiquement. En plus de la dépendance croissante à l'égard d'États et d'acteurs étrangers, certaines caractéristiques du régime patrimonial⁷⁹ ont été renforcées, tandis que son autorité a diminué. Les hommes d'affaires liés au régime et les milices ont accru considérablement leur pouvoir, tandis que les caractéristiques clientélistes, confessionnelles et tribales du régime ont été renforcées. Par conséquent, le manque de démocratie et de justice sociale, qui était à l'origine du soulèvement populaire, est toujours très réel et même renforcé.

Cependant, l'absence d'une opposition politique syrienne inclusive et structurée faisant appel à toutes les classes populaires et aux acteurs sociaux, tels que les syndicats indépendants ou les associations paysannes, qui pourraient tirer parti des contradictions internes du régime, rend la transformation des luttes à l'échelle nationale très difficile, en plus de la fatigue générale de la population après plus de sept ans de guerres.

La question syrienne est donc loin d'être parvenue à son terme et la question de la reconstruction reste encore ouverte pour sa réalisation.

⁷⁹ Par État patrimonial, nous nous référons à la définition traditionnelle wébérienne comme un pouvoir absolu autocratique et héréditaire, qui peut fonctionner à travers un environnement collégial (parents et amis) et qui possède l'État : sa force armée, dominée par une garde prétorienne (une force dont l'allégeance va aux gouvernants, pas à l'État), les moyens économiques et l'administration. Les centres de pouvoirs (politique, militaire et économique) sont concentrés par une famille et sa clique, les Assad. On trouve d'autres patrimoniaux dans la région avec des formes différentes, les monarchies du Golfe, ou bien auparavant la Libye de Kadhafi. Dans cette situation, les forces armées du régime utilisent toute la violence à leur disposition pour protéger son pouvoir. Au niveau économique dans ce type de régime, on voit se développer un type de capitalisme de copinage, dominé par une bourgeoisie d'État. En d'autres termes, les membres et les proches des familles dirigeantes exploitent souvent leur position dominante garantie par le pouvoir politique afin d'accumuler des fortunes considérables. Pour plus d'informations, voir Achcar, Gilbert, *Le Peuple Veut, Le peuple veut, une exploration radicale du soulèvement arabe*, Paris, Actes Sud, 2013.